

PCF Bassin Arcachon Val de l'Eyre

Motion/Déclaration du Bureau de Section, suite à l'AG du 13 octobre 2017

L'AG de Section s'est caractérisée par une participation diversifiée. A savoir, 10 camarades excusés avaient donné leur avis et résumé les débats dans leurs cellules sur la situation politique et la préparation de l'assemblée nationale des secrétaires de section du 18 novembre. Parmi les présents (6), certains avaient participé le 30 septembre au débat organisé dans notre fête rassemblant plus de 80 participants : sur la nécessité du PCF en France, pour le monde du travail.

Le débat a porté sur les points suivants :

Face à la violence sociale de l'offensive du capitalisme qui a besoin de passer un nouveau cap en France et dans le monde pour accroître sa domination, ses profits, le premier souci des communistes doit être le rassemblement de toutes les victimes de ce système notamment les plus exploités (privés de travail, de moyens de vivre) comme ce 16^e ouvrier de Goodyear qui vient de se donner la mort. A la barbarie, opposons le socialisme !

Dans le cadre de la préparation du prochain congrès :

1/ On ne peut faire l'économie du bilan de la stratégie poursuivie ces trente dernières années, au moins depuis le congrès de Martigues, qui nous a conduits d'échec en échec désarmant le monde du travail dans son ensemble ;

2/ A noter, un refus unanime devant les annonces d'un éventuel changement de nom du PCF, de sa transformation s'intégrant dans un mouvement ou un autre parti, de la reconstruction de la gauche (la force de la gauche passant par un PCF identifié dans ses combats de classe) afin d'éviter l'expérience du PCI qui a changé de nom, mais qui n'existe plus ainsi que la gauche italienne. Pour cela :

3/ Nous avons besoin d'un débat clair sur la nécessité de l'existence du PCF et des conditions nécessaires pour cet objectif ;

4/ Le questionnaire proposé par la Direction apparaît pour quelques-uns utile, permettant de s'exprimer individuellement, pour d'autres, il est apparu, dérisoire et hors de propos par rapport à la gravité de la situation politique et de l'état d'organisation de notre Parti. Aucun n'était en accord avec la forme, les

questions, la méthode qui orientent vers une exonération des directions successives et des échecs répétés et marque une perte de souveraineté des communistes (pas de transparence sur l'élaboration, sur les analyses, sur les restitutions...). Pour l'instant, c'est un cadre préétabli qui enferme le débat.

Au contraire, le travail de réflexion et de confrontation est l'ADN des communistes à partir des cellules, des sections, des FD, en groupes, en commissions de travail. Il doit être l'axe de réactivation, de réflexion où les adhérents sont au cœur de la démarche, sur les thèmes définis collectivement.

5/ Les affrontements, les luttes vont s'accroître et si les communistes y sont présents ils ont besoin d'être porteurs de propositions de rupture pour un projet politique visant à une appropriation sociale des moyens de production, sur une ligne claire, rassembleuse, révolutionnaire.

A partir des échanges avec les camarades de notre section, nous sommes amenés à formuler auprès de la Direction fédérale, les demandes suivantes :

- Que les communistes girondins puissent échanger en assemblée départementale afin de préparer l'Assemblée nationale des secrétaires de sections du 18 novembre ;
- Afin que les élus et délégués soient porteurs de cette première étape du congrès ;
- Que les conditions de création, d'analyse et de dépouillement des questionnaires soient connues de tous ;
- Que la situation financière des sections et de la fédération soit examinée afin de préciser nos conditions de fonctionnement.

Fait à Biganos, le 17 octobre 2017.